

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION DES QUESTIONS POLITIQUES
SPÉCIALES ET DE LA DÉCOLONISATION
(QUATRIÈME COMMISSION)
3^e séance
tenue le
lundi 7 octobre 1996
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 3^e SÉANCE

Président : M. KITTIKHOUN (République démocratique populaire lao)

SOMMAIRE

ÉLECTION DU BUREAU (suite)

DEMANDES D'AUDITION

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés dans d'autres points de l'ordre du jour)* (suite)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e) DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE* (suite)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL* (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES* (suite)

* Questions que la Commission a décidé d'examiner simultanément.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.4/51/SR.3
10 octobre 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

96-81283 (F)

/...

SOMMAIRE (suite)

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés dans d'autres points de l'ordre du jour) (suite)

Audition de représentants de territoires non autonomes et de pétitionnaires

La séance est ouverte à 10 h 5.

ÉLECTION DU BUREAU (suite)

1. Le PRÉSIDENT propose de procéder à l'élection du rapporteur.
2. M. BREIER (Venezuela) désigne M. Dudech (Tunisie) pour le poste de rapporteur.
3. M. Dudech (Tunisie) est élu rapporteur par acclamation.

DEMANDES D'AUDITION

4. Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur une communication contenant des demandes d'audition – trois concernant Guam (A/C.4/51/3 et Add.1 et 2), une concernant la Nouvelle-Calédonie (A/C.4/51/4) et quatre concernant le Sahara occidental (A/C.4/51/5 et Add.1, 2 et 3). Il propose qu'il soit accédé à ces demandes.
5. Il en est ainsi décidé.
6. Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'il a reçu six autres communications contenant des demandes d'audition concernant la Nouvelle-Calédonie et le Sahara occidental au titre du point 19 de l'ordre du jour. Ces communications seront distribuées en tant que documents de la Commission.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés par d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/51/23 (partie II, chap. III et IV, partie V, chap. IX, partie VI, chap. X et partie VII, chap. X) et A/51/428; A/AC.109/2041 et Corr.1, 2043, 2044 et Add.1, 2045, 2046, 2047 et Add.1, 2049 et Corr.1 et 2, 2050 à 2053, 2054 et Add.1, 2055 à 2059, S/1996/43 et Corr.1, 343 et 674)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS EN VERTU DE L'ALINÉA e) DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite) (A/51/23 (partie IV, chap. VIII) et A/51/316 et Add.1)

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS, ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE (suite) (A/51/23 (partie III, chap. V et VI))

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/51/23 (partie IV, chap. VII) et A/51/212; A/AC.109/L.1853; E/1996/85)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/51/3, chap. V, sect. A)

/...

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ÉTUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ÉTATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite) (A/51/373)

7. M. ZAHID (Maroc) dit que, puisqu'il a été décidé de procéder à l'audition des pétitionnaires au titre des différents points de l'ordre du jour, y compris sur le point concernant le soi-disant Sahara occidental, il est indispensable de soulever la question de la documentation. Le rapport du Secrétaire général (A/51/428), qui a été distribué aux délégations le 4 octobre 1996, parle de trois propositions. Le Secrétariat, en cherchant à regrouper les documents dont il disposait, a probablement confondu ces trois propositions. Le paragraphe 3 de ce rapport confond la proposition du 8 septembre 1996, contenue dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/1995/779) avec la proposition faite dans une lettre du 27 octobre 1995 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/1995/924). Il est également question, dans ce même paragraphe, d'une troisième proposition, contenue dans le rapport du 24 novembre 1995. Afin d'éviter des confusions, il est indispensable que le Secrétariat fournisse des explications ou fasse paraître un correctif avant que commence l'examen de ce point, car il sera fait référence à ces propositions dans le courant de la discussion. En outre, les positions des pays sur ces trois propositions ont été mal rapportées. Le Maroc, par exemple, n'a pas d'objection à la proposition du 8 septembre 1995; il lui apporte au contraire son soutien, comme en témoigne le préambule de l'une des résolutions du Conseil de sécurité.

8. Le PRÉSIDENT déclare que le Secrétariat fournira des éclaircissements plus tard.

9. M. KILROY GENIA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que la tâche que s'est fixée la Commission est inscrite dans le titre de l'actuelle Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Le succès avec lequel elle sera menée dépendra des réponses qui seront effectivement apportées aux nombreuses questions inscrites à l'ordre du jour. Le Comité spécial a un rôle particulier à jouer pour assurer que l'Organisation des Nations Unies respecte ses engagements à l'égard des peuples des territoires qui ne sont pas encore autonomes.

10. Malgré des craintes largement répandues, la transparence et la responsabilité dont a fait preuve le Comité spécial ont permis de tenir davantage compte, dans le processus de décolonisation, des conditions locales et d'apporter des réponses plus souples. Dans la région du Pacifique Sud, les aspirations des peuples à l'autodétermination ont été réalisées de manières très différentes, allant de la collaboration et diverses formes de libre association à la souveraineté intégrale.

11. Bien que la majorité des territoires qui ne sont pas encore autonomes soient de petites dimensions, le Comité spécial a encore une tâche importante à accomplir. La limitation de ses fonctions ou la réduction du volume de ses ressources ne pourraient que nuire à sa capacité de contribuer à la réalisation de buts importants sans parvenir pour autant à des résultats significatifs et durables en matière de réforme. L'importance du Comité spécial est encore plus grande pour les petits territoires insulaires dans la mesure où ceux-ci sont éloignés des principaux centres et itinéraires commerciaux mondiaux, et ils sont

/...

aussi extrêmement vulnérables car exposés au risque de cataclysmes et de catastrophes d'origine humaine.

12. La responsabilité de l'Organisation des Nations Unies à l'égard des peuples des territoires encore non autonomes ne s'arrête pas avec la décolonisation. Comme l'indique la Déclaration de la Barbade, la survie même des petits États insulaires exige que la communauté internationale établisse avec ces États des partenariats nouveaux et équitables. Il faut que le Comité spécial trouve le temps et les moyens, au cours des quelques années à venir, d'identifier et de promouvoir les types de partenariats nécessaires pour maintenir et améliorer la situation des petites territoires insulaires, une fois réglé le problème immédiat de la décolonisation. Dans la région du Pacifique Sud, cela suppose accorder une attention prioritaire aux mesures destinées à limiter les émissions de gaz qui menacent l'existence des États insulaires par suite du réchauffement mondial. Cela suppose aussi l'adoption de mesures pour que le Forum du Pacifique Sud contribue au développement de la coopération en vue d'assurer la sécurité de communautés dans des circonstances imprévisibles, auxquelles elles ne peuvent pas faire face toutes seules. Un échange plus large d'idées entre membres de la Commission, habitants des îles et spécialistes des diverses régions apporterait une contribution utile aux délibérations de la Commission.

13. La situation et l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sont de première importance pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les membres du groupe d'initiative mélanésien et le Forum du Pacifique Sud. Cette importance est due à l'intérêt porté par la Papouasie-Nouvelle-Guinée au processus de décolonisation, au respect des droits de la population kanake autochtone, et au maintien et au renforcement de ses valeurs sociales et culturelles, comme cela apparaît dans la déclaration de programme du Forum du Pacifique Sud, ainsi que dans la stratégie "La Mélanésie au XXI^{ème} siècle", où il est déclaré que les quatre États membres ainsi que le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) sont déterminés à appuyer la décolonisation ordonnée de la Nouvelle-Calédonie assortie de garanties particulières pour la population kanake autochtone. Un mécanisme permanent destiné à suivre l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie a été mis en place à la suite d'une décision prise par le Forum du Pacifique Sud en 1991.

14. Après la conclusion d'un accord entre les principaux acteurs politiques – le Gouvernement français, le FLNKS et le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) – incorporé dans les Accords de Matignon de 1988, le système du gouvernement a été restructuré pour donner aux Kanaks une plus grande autonomie dans les affaires locales. Des mesures sont également prises pour rééquilibrer l'activité économique des régions habitées en majorité par des Kanaks. Cela dit, aucun des changements introduits depuis 1988 n'a entièrement supprimé l'injustice ou l'inégalité dans les domaines de l'emploi, les possibilités de promotion personnelle ou de participation aux organes d'administration de l'État. On craint que, au référendum qui doit avoir lieu en 1998, les résidents de la Calédonie n'aient le choix qu'entre deux possibilités : le maintien de l'administration française ou la rupture totale de tous les liens, avec le risque d'une cessation de l'aide de la France. Il serait souhaitable que le Gouvernement français indique clairement qu'il a l'intention, comme d'autres anciennes puissances coloniales, de continuer de fournir une aide si le résultat du référendum est en faveur de l'indépendance.

/...

En attendant, le Forum du Pacifique Sud continue de soutenir l'application des Accords de Matignon. La Papouasie-Nouvelle-Guinée reste fermement attachée à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie et à l'octroi de garanties spéciales à la population kanake autochtone. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée appuie les recommandations faites, à Port Moresby, au Comité spécial de la décolonisation au sujet de l'envoi en Nouvelle-Calédonie d'une mission d'observation; du soutien à la volonté d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie dans les instances pertinentes de l'Organisation des Nations Unies; de l'encouragement à l'éducation politique afin d'aider les participants au processus politique de la Nouvelle-Calédonie à organiser le référendum sur l'autodétermination et à définir des droits et des obligations; et de l'adoption de mesures pour faire en sorte que le référendum sur l'autodétermination soit préparé et conduit équitablement.

15. Malgré le rythme peu satisfaisant auquel l'aide proposée a été utilisée, le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée continuera de fournir une telle aide pour le développement des Kanaks conformément au plan pour le Pacifique et il demande aux autorités de la Nouvelle-Calédonie de reconnaître les qualifications que les étudiants et stagiaires kanaks ont acquises dans des établissements de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans d'autres pays de la région.

16. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est fermement attachée à la cause de la décolonisation sur la base de l'autodétermination et souhaite instaurer une coopération active et mutuellement avantageuse avec toutes les puissances coloniales dont les territoires situés dans le Pacifique Sud font l'objet de l'ordre du jour du Comité spécial. À l'instar d'autres pays de la région, elle s'emploie activement à rechercher des moyens d'élargir, d'approfondir et de diversifier cette coopération sur la base de mécanismes bilatéraux et multilatéraux. Avec la cessation des essais nucléaires dans la région et l'accession au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga), la France a été admise à participer à ce dialogue. Le problème le plus grave auquel soit confrontée la France dans le Pacifique Sud a trait aux conséquences du programme d'essais nucléaires. Elle doit impérativement étudier ses conséquences sur la Polynésie française, rendre publics les résultats de ces études et agir sans tarder pour réparer tout dommage et limiter tout autre effet néfaste. Il conviendra également d'examiner la question du droit à l'autodétermination des territoires et peuples coloniaux. Le Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée souhaiterait que la France continue à jouer un rôle actif et positif dans la région, même si nombreux sont ceux qui s'étonnent que des îles du Pacifique situées à plusieurs milliers de kilomètres de la métropole soient considérées comme faisant partie de la France.

17. Le Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée soutient le processus de décolonisation de Guam qui, à l'heure actuelle, est administré par les États-Unis. Il est indispensable que soient pris en compte les intérêts de la population autochtone chamorro.

18. Le droit à l'autodétermination est le droit de prendre part à un processus donné, quel qu'en puisse être le résultat. À cet égard, c'est de façon tout à fait délibérée que le Premier Ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée a demandé pourquoi la Polynésie française et les îles de Wallis et Futuna ne figuraient

pas sur la liste des territoires non autonomes de l'Organisation des Nations Unies.

19. L'impact positif des travaux du Comité spécial a trouvé son expression dans les différentes formes d'autodétermination recensées dans le Pacifique Sud et, dans l'ensemble, dans les bonnes relations nouées entre les anciennes colonies et métropoles. Il se manifeste également dans la façon mutuellement avantageuse dont la Nouvelle-Zélande et le peuple de Tokélaou ont oeuvré, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, à la préparation d'un avenir fondé sur le respect des principes et des pratiques énoncés dans la Charte des Nations Unies. C'est pourquoi la Papouasie-Nouvelle-Guinée se félicite, tant en règle générale qu'en ce qui concerne le Pacifique Sud, de la poursuite des travaux du Comité spécial de la décolonisation.

20. M. RIDER (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il souhaite adresser à l'Organisation des Nations Unies et au Comité spécial de la décolonisation ses remerciements pour l'aide qu'ils accordent à la Nouvelle-Zélande et aux îles Tokélaou en vue de créer les conditions permettant au peuple de ce territoire de déterminer son avenir. L'année en cours marque une étape importante dans le processus d'autodétermination des îles Tokélaou. Le 1er août 1996, la loi portant modification du statut des îles Tokélaou, adoptée par le Parlement néo-zélandais, est entrée en vigueur. Ce texte confère aux îles Tokélaou le droit de légiférer et de promulguer des lois. Les progrès accomplis par les Tokélaou sur la voie de l'autodétermination se poursuivent. Préoccupés par le fait que la négligence pourrait être, à l'avenir, le prix à payer pour une plus grande autodétermination, les Tokélaou s'efforcent d'obtenir de la communauté internationale, par l'intermédiaire du Comité spécial et de l'Organisation des Nations Unies, l'assurance que les États Membre de l'Organisation ne resteront pas indifférents au sort d'un petit peuple vivant sur trois atolls du Pacifique. Les Tokélaou, en particulier, doivent se doter d'une infrastructure indispensable à la pleine réalisation de l'autonomie. Il apparaît d'ores et déjà clairement que toute formule de libre association doit présupposer la prise en compte du fait que les ressources locales sont insuffisantes pour couvrir les aspects matériels de l'autodétermination. Il s'agit là d'un des enseignements clefs tirés par la Nouvelle-Zélande de l'expérience des Tokélaou. La décolonisation ne peut réussir qu'avec la participation des habitants du territoire, de la puissance administrante et de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cas des Tokélaou, des progrès considérables ont été accomplis du fait de l'interaction réussie existant non seulement entre les Tokélaou et la Nouvelle-Zélande, mais également entre les Tokélaou, la Nouvelle-Zélande et l'Organisation des Nations Unies.

21. Bien que le Président par intérim du Comité spécial ait appelé à adopter "une démarche nouvelle, novatrice et pragmatique", nombre de petits territoires n'éprouvent aucune difficulté particulière avec le statu quo. La Nouvelle-Zélande estime qu'il est indispensable que l'Organisation des Nations Unies analyse la situation de façon réaliste car il est peu probable qu'il soit possible, d'ici à la fin de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, d'en éliminer les derniers vestiges. L'Organisation des Nations Unies peut et doit revoir sa stratégie et admettre que sa propre image, dans certains des petits territoires, n'est pas aussi positive qu'elle devrait l'être. Parfois, la population de ces îles isolées

/...

considère l'Organisation des Nations Unies comme une machine bureaucratique énorme et insensible visant des objectifs qui avaient un sens par le passé auprès des grands États mais qui, dans le monde actuel, ne répondent pas aux besoins des très petits territoires. Le temps est venu d'adopter une nouvelle démarche. La Nouvelle-Zélande propose le schéma suivant d'interaction entre les trois parties : i) les puissances administrantes doivent s'engager à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies sur la base d'une démarche nouvelle, novatrice et pragmatique; ii) l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec les puissances administrantes, doit élaborer le concept de la démarche nouvelle, novatrice et pragmatique; iii) il convient d'admettre que le processus de recherche de solutions appropriées consiste, pour l'Organisation des Nations Unies, à améliorer son image auprès des peuples de ces territoires; iv) il est indispensable de convaincre certaines puissances administrantes que l'Organisation des Nations Unies ne cherche ni la confrontation, ni à imposer des solutions; et v) il est indispensable de réorganiser, au sein de l'Organisation des Nations Unies, le mécanisme d'examen de chaque territoire afin de prendre en compte les besoins réels. Ce faisant, il est indispensable de garantir la pleine observation des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'établissement des rapports; l'institution d'un lien direct avec les peuples des territoires par l'intermédiaire de leurs pétitionnaires; l'examen multilatéral annuel de tous les documents présentés; l'examen, directement au sein du Comité spécial, de la situation prévalant dans les territoires; et l'indication, dans les décisions pertinentes de l'Assemblée générale et sur recommandation du Comité spécial, de méthodes concrètes d'action de l'Organisation des Nations Unies telles que, par exemple, l'envoi de missions, l'aide à la tenue d'élections ou la coordination d'activités.

22. Dans le même temps, des solutions novatrices ne peuvent apparaître dans le vide, pas plus que dans la défense du statu quo. À cet égard, il est impératif de disposer d'éléments de jugement plus nombreux. Un tel examen, qu'il convient de bien préparer, doit associer les trois parties intéressées. La confrontation des données d'expérience, y compris celles d'anciens territoires ayant eu accès à l'autodétermination, revêt également une importance essentielle. Tout examen de questions relatives au futur statut politique doit se dérouler dans un contexte plus large en tenant compte de la situation et des problèmes réels de chaque territoire. À l'heure actuelle, par exemple, il se pose, en matière de sécurité, des problèmes qui, par le passé, lorsque le processus de décolonisation a été entrepris, étaient moins évidents. Cette situation pose certaines difficultés à la Quatrième Commission. Il existe une tentation de se laisser divertir par des questions secondaires, comme en témoigne la décision prise par le Comité spécial de tenir son séminaire, en juin 1996, à Port Moresby. La tâche consiste à trouver un terrain d'entente. Le séminaire de Port Moresby n'a pas apporté de réponse à toutes ces questions, mais a été très utile à d'autres égards.

23. Le rapport du Comité spécial et certaines de ses résolutions semblent refléter une volonté similaire de déplacer l'accent de théories de la décolonisation qui étaient appropriées par le passé vers les problèmes contemporains auxquels sont confrontés la plupart des petits territoires. La résolution relative aux petits territoires, en particulier, représente un pas dans la bonne direction. Le dispositif de cette résolution prie les puissances administrantes de s'enquérir, de façon démocratique, de l'opinion des peuples du

territoire et d'en informer le Secrétaire général. Il est impératif, cependant, d'améliorer certaines choses. Le langage utilisé dans les résolutions du Comité spécial relatives aux intérêts économiques et aux activités militaires des pays étrangers demeure archaïque. Cela peut également s'expliquer par un sentiment de frustration devant la poursuite du colonialisme et l'absence de dialogue avec les puissances administrantes autres que la Nouvelle-Zélande. Cette dernière appuie les travaux du Comité spécial de la décolonisation et le remercie de l'assistance et du soutien qu'il accorde au peuple des Tokélaou sur la voie de l'autodétermination.

POINT 19 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (territoires non visés dans d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/51/23 (partie II, chap. III et IV, partie V, chap. IX, partie VI, chap. X, et partie VII, chap. X) et A/51/428; A/AC.109/2041 et Corr.1, 2043, 2044 et Add.1, 2045, 2046, 2047 et Add.1, 2049 et Corr.1 et 2, 2050 à 2053, 2054 et Add.1, 2055 à 2059; S/1996/43 et Corr.1, 343 et 674)

Question de Gibraltar

24. Avec l'accord du Comité et conformément à la procédure établie, le Président propose au Comité d'inviter M. Caruana (Premier ministre de Gibraltar) à faire une déclaration.

25. Il en est ainsi décidé.

26. M. CARUANA (Premier ministre de Gibraltar) fait observer que les droits des Gibraltariens se fondent de façon naturelle et indéniable sur le fait qu'ils forment un peuple cohérent dont l'identité unique et distincte s'est forgée au cours de la période ininterrompue de plus de 296 années de développement qui a fait suite à l'occupation britannique de Gibraltar en 1704. Pendant toute cette période, Gibraltar a été une colonie du Royaume-Uni et non une partie de l'Espagne, qui a cédé à perpétuité Gibraltar à la Couronne britannique en vertu de l'article 10 du Traité d'Utrecht de 1713. Quoi qu'il en soit, malgré les frictions survenues entre Gibraltar et l'Espagne eu égard aux prétentions manifestées par cette dernière sur la souveraineté de Gibraltar, le nouveau gouvernement de Gibraltar est déterminé à faire tout son possible pour surmonter et renverser cette tendance destructrice.

27. Il importe d'accorder une attention particulière à la position de principe défendue par Gibraltar en ce qui concerne la question de la décolonisation et la doctrine des Nations Unies. L'orateur affirme que, de l'avis du Royaume d'Espagne, que contestent aussi bien Gibraltar que le Royaume-Uni, la doctrine des Nations Unies veut que Gibraltar ne puisse être décolonisé que sous la forme d'une intégration à l'Espagne. Il rappelle que la condition sine qua non de tout processus de décolonisation est la libre expression de la volonté populaire. L'exercice qui est fait aujourd'hui, par le peuple colonisé de Gibraltar, de son droit à l'autodétermination n'est pas lié à la question de l'intégrité territoriale de l'Espagne. Comme cela a été souligné lors de la Conférence sur la décolonisation tenue en juin 1996 en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le processus de décolonisation ne connaît aucune

alternative au principe d'autodétermination énoncé dans les résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 1541 (XV) du 15 décembre 1960, ainsi que dans d'autres résolutions de l'Assemblée générale. Dans le cas de la Namibie, la Cour internationale de Justice a observé que le droit international eu égard aux territoires non autonomes, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies, fait de l'autodétermination le principe applicable à tous.

28. De l'avis de Gibraltar, il serait souhaitable que le futur statut du territoire satisfasse l'Espagne, de sorte que des relations de bon voisinage puissent prévaloir par la suite. Cette position, toutefois, n'affecte en rien le droit inaliénable de Gibraltar à l'autodétermination. Le Gouvernement de Gibraltar souhaite instaurer de meilleures relations et engager une coopération avec l'Espagne. Ces efforts portent leurs fruits à l'échelon local, mais ils doivent s'accompagner d'une amélioration du climat politique entre Gibraltar et Madrid. Malheureusement, l'attitude du Gouvernement espagnol fait obstacle, dans une grande mesure, à une telle coopération, ce qui freine le développement économique de Gibraltar.

29. Le Royaume d'Espagne, qui mène à l'égard de Gibraltar une campagne de pression, s'efforce de contraindre ce dernier à abandonner ses prétentions anachroniques à la souveraineté. Ce comportement est une violation flagrante des résolutions 2131 (XX) du 21 décembre 1965, 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 et 2734 (XXV) du 16 décembre 1970. Nonobstant les divergences d'opinion entre Gibraltar et le Royaume d'Espagne, le Gouvernement de Gibraltar souhaite engager un dialogue constructif afin de renforcer la confiance entre les deux pays. Or, ce dialogue se heurte au fait que l'Espagne persiste à refuser de reconnaître que les Gibraltariens doivent et ont le droit d'être pleinement associés à tout dialogue concernant les questions ayant une incidence sur leurs intérêts.

30. Le Gouvernement de Gibraltar est disposé à participer à un dialogue avec le Royaume-Uni et l'Espagne à tout moment et en tout lieu à condition que, lors de ces négociations, le peuple de Gibraltar dispose d'une voix distincte et puisse donc parler en son nom par l'intermédiaire de son propre gouvernement constitutionnel démocratiquement élu. La position de l'Espagne, qui n'accepte d'examiner le cas de Gibraltar qu'avec le Royaume-Uni et invite Gibraltar à participer à ces pourparlers dans le cadre de la délégation britannique, est inacceptable pour le Gouvernement et pour le peuple de Gibraltar. La volonté du nouveau Gouvernement de Gibraltar de dialoguer avec l'Espagne sur une base convenable ne peut être mise en doute. Malheureusement, les négociations qui devaient avoir lieu il y a deux semaines entre les autorités de police du Royaume-Uni, d'Espagne et de Gibraltar concernant la coopération en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants n'a pas eu lieu en raison du refus manifesté par l'Espagne d'y participer aux conditions selon lesquelles chacun des participants disposait d'une voix distincte. Il est proposé au Comité d'insister, lors de la présente session, pour qu'une résolution sur Gibraltar comporte une référence aux droits d'un peuple colonisé, à savoir le peuple de Gibraltar, à disposer dans ces négociations de sa propre voix.

31. Lors de la Conférence sur la colonisation tenue en Papouasie-Nouvelle-Guinée, il a été recommandé que tout pourparler concernant la détermination du statut d'un territoire se déroule avec la participation active du peuple de ce territoire. Dans la mesure où l'Espagne affirme que l'Accord de

Bruxelles concerne le futur statut de Gibraltar, il s'ensuit que le peuple de ce territoire doit avoir le droit de prendre une part active aux négociations, c'est-à-dire de disposer de sa propre voix. Il ne fait aucun sens d'appeler à un dialogue entre la puissance administrante, c'est-à-dire le Royaume-Uni, et la tierce partie revendiquante, l'Espagne, dans lequel on refuserait au peuple colonisé, le peuple de Gibraltar, le droit à une voix indépendante.

M. Caruana se retire.

Audition des représentants des territoires non autonomes et des pétitionnaires

Question de Guam (A/C.4/51/3 et Add. 1 et 2)

32. Sur l'invitation du Président, M. Teehan (Association des propriétaires fonciers de Guam) prend place à la table des pétitionnaires.

33. M. TEEHAN (Association des propriétaires fonciers de Guam), s'exprimant au nom du Sénateur Parkinson, Président de la vingt-troisième législature de Guam, déclare qu'il soutient la formulation de la résolution relative à Guam approuvée cette année par le Comité spécial de la décolonisation et appelle les membres de la Quatrième Commission à la recommander à l'Assemblée générale. Ce qui préoccupe essentiellement le peuple de Guam, c'est la pression croissante exercée par certaines puissances fortement industrialisées et leurs alliés pour clore la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme sans achever la décolonisation des territoires non autonomes restants. En ce qui concerne le statut des territoires non autonomes, il n'existe, dans le cas de Guam, aucun argument juridique permettant d'exclure Guam de la liste des territoires non autonomes, car il reste au peuple autochtone chamorro de Guam à définir son statut politique par la pleine réalisation de son droit à l'autodétermination.

34. Le peuple de Guam traverse actuellement une période critique dans les efforts qu'il déploie pour améliorer les relations avec sa puissance administrante. Le caractère provisoire des relations politiques avec les États-Unis a trouvé son expression dans la loi portant constitution d'un État libre associé de Guam, dont l'adoption ne constitue pas un exercice d'autodétermination. Une fois définitivement appliquée la loi portant constitution d'un État libre associé, Guam n'en restera pas moins un territoire non autonome. Le droit du peuple Chamorro à l'autodétermination est prévu à l'article premier, section 102, de la variante guamienne du projet de loi portant constitution d'un État associé, qui a été approuvée par les électeurs de Guam, y compris des personnes n'appartenant pas au peuple chamorro.

35. Le processus de décolonisation est fortement entravé lorsque les puissances administrantes s'opposent aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour suivre directement le développement politique, social et économique des peuples des territoires non autonomes en y dépêchant des missions. La première et dernière mission effectuée à Guam a eu lieu en 1979. Elle a stimulé la volonté des peuples de Guam et des États-Unis de renforcer considérablement leurs efforts afin de résoudre les nombreux problèmes liés au statut politique de l'île.

36. Les activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation revêtent une importance considérable pour des habitants de Guam dans leur quête d'autodétermination. Le fait de supprimer Guam de la liste des territoires non autonomes ou la suppression du Comité spécial de la colonisation proprement dit constituerait pour le peuple de Guam un revers catastrophique. À cet égard, le peuple de Guam est choqué par les efforts entrepris actuellement par certains pays pour interrompre les activités du Comité spécial de la colonisation avant la fin de son mandat. À l'appui de leur position intenable, ces pays donnent l'impression erronée que les peuples non autonomes restants ne sont pas capables de survivre sans administration coloniale et que les peuples des territoires non autonomes sont en réalité satisfaits de leur statut actuel.

37. Il existe cependant d'autres raisons aux attaques menées contre le Comité, notamment faire en sorte qu'il n'existe, au sein des Nations Unies, plus aucun mécanisme d'examen et d'élimination du colonialisme économique, culturel et, de facto, politique. L'objectif commun des anciennes puissances coloniales consiste à continuer de contrôler les anciennes colonies afin de garantir un flux continu de matières premières peu onéreuses et de main-d'oeuvre à faible coût tout en assurant, dans le même temps, un marché stable pour les biens provenant des pays industriellement développés. La question se pose de savoir dans quelle mesure l'indépendance nouvellement acquise des pays du tiers monde leur a permis de réaliser leur potentiel en matière de développement politique, culturel et économique. Il serait intéressant de savoir combien d'entre eux peuvent ouvertement défendre leur position auprès de l'Organisation des Nations Unies sans craindre des pressions ou des mesures de rétorsion politique de la part des pays industrialisés. Le Comité spécial doit continuer de fonctionner pleinement dans le cadre de son mandat jusqu'à ce que tous les peuples ayant droit à l'autodétermination aient exercé ce droit et se soient affranchis de toute ingérence et de tout contrôle politiques, économiques et culturels injustifiés.

38. Deux résolutions de la législature de Guam accompagnent l'intervention de M. Teehan. Elles ont trait à la nécessité de continuer de faire figurer le peuple chamorro sur la liste des territoires non autonomes jusqu'à ce qu'il exerce son droit à l'autodétermination, et à la nécessité d'appuyer les activités si importantes et l'existence même du Comité spécial de la décolonisation.

39. M. Teehan (Association des propriétaires fonciers de Guam) se retire.

40. Sur l'invitation du Président, M. Howard (Commission des affaires fédérales et étrangères de la vingt-troisième législature de Guam) prend place à la table des pétitionnaires.

41. M. HOWARD, s'exprimant au nom de Mme Hope Alvarez Cristobal, sénateur de Guam, déclare qu'en réalité les États-Unis d'Amérique maintiennent le peuple chamorro dans l'ignorance de ses droits en tant que peuple, ce qui représente une violation manifeste de l'engagement qu'ils ont pris au niveau international de tenir la population autochtone informée. Néanmoins, suite aux efforts importants déployés par les représentants du peuple chamorro, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont acquis une meilleure compréhension de la

question de Guam, ce dont témoignent de récentes résolutions de l'Assemblée générale. Toutefois, les souffrances du peuple chamorro s'accroissent, essentiellement du fait de la politique de "portes ouvertes" menée par la puissance gouvernante, qui fait qu'à l'heure actuelle la population autochtone représente moins de 50 % de la population du territoire. Lors de ce qu'il est convenu d'appeler la Réunion consultative de représentants du Gouvernement des États-Unis et de représentants des peuples autochtones du Pacifique, tenue à Honolulu (Hawaï) le 21 août 1996, des projets de déclaration préliminaire des États-Unis sur le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ont été examinés. Il ressort du texte de la déclaration préliminaire que le Gouvernement des États-Unis ne soutient pas les droits des peuples autochtones bien qu'il ait feint, dans de nombreux documents, d'apporter un tel soutien. Cette attitude est confirmée par des passages précis de la déclaration. Il est particulièrement frustrant de voir constamment remplacer, dans le texte, l'expression "peuples autochtones" par l'expression "personnes autochtones". Ces termes ne sont pas interchangeables. Le refus, par les États-Unis, d'établir une distinction entre les droits d'un "peuple" et les droits de "personnes" représente l'obstacle le plus important au développement des relations entre le peuple chamorro et le Gouvernement des États-Unis. Cette non-acceptation du prémisses de base selon lequel les peuples indigènes existent et ont des droits collectifs a fait de la réunion consultative davantage une confrontation. Tous les représentants de peuples autochtones participant à la réunion se sont prononcés contre la position des États-Unis.

42. Ce n'est un secret pour personne que le but des États-Unis, eu égard à Guam, a consisté au cours des cinquante dernières années à maintenir un contrôle colonial sur le territoire et sa population. La raison en est l'intérêt militaire et stratégique de l'île. Quoi qu'il en soit, un jour ou l'autre, le peuple chamorro aura son mot à dire. Ce dernier comprend que la responsabilité de son destin repose essentiellement sur ses propres épaules. Il doit continuer de faire connaître sa situation critique. Toutefois, étant un petit peuple pacifique aux ressources limitées, il ne peut appeler l'attention de la communauté internationale comme le font les événements actuels. Il doit donc continuer à s'en remettre à l'Organisation des Nations Unies.

43. Récemment, Guam s'est trouvé au centre de l'actualité car son territoire a été utilisé pour lancer des missiles de croisière contre l'Iraq et est actuellement utilisé comme point d'entrée des réfugiés kurdes aux États-Unis. D'aucuns espèrent que cette situation amènera les habitants de Guam à faire quelques concessions dans leur lutte pour le statut d'État libre associé. Selon la presse locale, la plupart des habitants de l'île ne s'opposent pas au fait d'offrir un refuge aux kurdes. Cependant, le fait qu'ils soient les derniers prévenus montre qu'il s'agit bien ici d'une manifestation de colonialisme.

44. Un autre problème est la restitution des terres détenues par les militaires. 1 280 hectares de propriétés fédérales excédentaires ont été promis au peuple chamorro en 1977. Or, récemment, le Département de la défense s'est opposé à la loi sur la restitution des terres à Guam, examinée actuellement par le Congrès des États-Unis. Cette action est un autre exemple de colonialisme de la part des États-Unis.

45. L'utilisation actuelle de l'expression "peuple de Guam" au lieu de "peuple chamorro" dans les résolutions et dans d'autres documents des Nations Unies relatifs aux droits du peuple de Guam, sans définir qui sont ces gens, entraîne un malentendu concernant l'essence même de la situation. Le Comité devrait encourager la puissance administrante à financer une campagne d'éducation sur le thème de l'autodétermination et sur les différentes possibilités de statut. Le Comité devrait également inviter une autre mission à Guam afin d'obtenir des informations de première main, et prier instamment les États-Unis d'accepter la loi portant constitution d'un État libre associé de Guam, de restituer la terre au Gouvernement de Guam et de prendre note de la résolution n° 466 de la législature de Guam saluant les travaux menés par le Comité spécial de la décolonisation.

46. M. Howard se retire.

47. Le PRÉSIDENT dit que les remarques faites précédemment par le Maroc ont été prises en compte par le Secrétariat et transmises au département responsable. Il ne sera pas possible d'apporter des corrections quelconques au texte tant que des éclaircissements n'auront pas été reçus du Secrétariat.

48. M. ZAHID (Maroc) dit que sa délégation ne souhaite pas gêner le déroulement ordonné de la réunion et est d'accord pour que l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour se poursuive, étant entendu que les orateurs tiendront compte de ses remarques lorsqu'ils interviendront. Il exprime en même temps l'espoir que la réponse du Secrétariat sera reçue avant la prochaine session de la Commission.

49. Sur l'invitation du Président, M. Chopra (Brown University) prend place à la table des pétitionnaires.

50. M. CHOPRA (Brown University), faisant référence à la déclaration qu'il a faite au Comité en octobre 1992, dit que les événements des dernières années ont eu un effet négatif sur les positions des parties au Sahara occidental et sur l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. L'activité de la Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) a montré que l'on s'éloignait de la conception de ce type d'opération et du devenir à long terme de mécanismes tels que le la "consolidation de la paix", l'"imposition de la paix" ou le "maintien de la paix". En 1992 ont été mises en place simultanément des opérations de grande ampleur au Cambodge, en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie. Alors qu'avec la conclusion d'accords sans précédent, l'Organisation s'est vue investie de tâches plus complexes que jamais, elle ne disposait pas des moyens nécessaires pour s'en acquitter. Le temps a confirmé la justesse de l'hypothèse selon laquelle les conséquences pouvaient être catastrophiques. Au Sahara occidental, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité étaient, pour la première fois, tous représentés dans des opérations sur les terrain. Mais la force sans manifestation de la volonté perd son sens, et les États Membres n'ont pas réussi à empêcher la catastrophe, dans certains cas, ils ont même contribué activement à son arrivée.

51. Les conséquences de l'échec de l'opération au Sahara occidental sont peut-être plus graves qu'au Cambodge ou en Somalie. Les conséquences générales d'une reprise des hostilités entre les parties donne lieu actuellement à des

appréciations opposées. D'un côté, on fait remarquer que la guerre sera courte en raison de la supériorité militaire du Maroc. De l'autre côté, on dit que le conflit durera car la tactique du POLISARIO n'a pas besoin de miser sur le même type de force. L'expérience acquise depuis le début de ce conflit, il y a vingt ans, semble confirmer la justesse de cette deuxième possibilité. La situation dans les pays voisins a beaucoup changé depuis l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu de 1991 au Sahara occidental, mais il est difficile de dire quelles répercussions aurait sur cette région instable la poursuite de la guerre.

52. Au stade actuel, la mission au Sahara occidental a pratiquement échoué. La MINURSO a été déployée précipitamment dans l'espoir que la simple présence de l'ONU sur le terrain donne une impulsion au processus de paix et permette d'aboutir à un accord entre les parties. Cette méthode a été appliquée parce que les parties ne montraient pas suffisamment d'empressement à conclure un accord officiel avant le déploiement de l'opération. L'Organisation des Nations Unies comptait entièrement sur le consentement des parties à exécuter le plan élaboré, mais le Maroc, en 1991, a retardé le déploiement de la mission et, en 1992, il a à maintes reprises violé l'accord de cessez-le-feu. Une situation analogue s'est traduite avec le processus d'identification, dont le début était censé donner une impulsion aux travaux sur les questions non réglées dans ce domaine, mais cette tactique est restée sans effet : le processus d'identification a été interrompu.

53. L'activité de la MINURSO n'a pas contribué à favoriser la coopération et a même fait des parties des adversaires pratiquement irréconciliables. Apparemment, les parties ont perdu la capacité de discuter les questions sur le fond. Pour assurer un accord pendant toute la durée du processus de paix, il faut une participation directe et large des deux parties, du Conseil de sécurité et des États Membres de l'ONU. De nombreux pays et observateurs estiment que des pourparlers directs sont le meilleur moyen de parvenir à un accord sur les conditions de la tenue d'un référendum, comme cela est dit dans les résolutions de l'OUA et de l'Assemblée générale de l'ONU. Malgré la position du Maroc sur cette question, des pourparlers directs et indirects ont eu lieu au cours de cette période, à Bamako, à Lisbonne, à New York, à At-ta'if et à Marrakech. Bien que M. Perez de Cuéllar ait réussi, en juin 1990, à organiser une rencontre à Genève, il n'a pu convaincre les parties de participer à des pourparlers directs et, par la suite, les questions non résolues, comme le problème d'identification, ont été examinées par le biais de contacts indirects. Plus tard, en 1993 et 1994, des tentatives ont été faites à plusieurs reprises d'organiser une rencontre entre des représentants des deux parties, mais sans succès. A la fin de l'été 1996 a eu lieu une série de "négociations secrètes" et, le 6 septembre, le Secrétaire général a annoncé que des pourparlers directs avaient lieu entre les parties. Les délégations se sont rencontrées à Genève, puis ont mené des négociations au Maroc, auxquelles ont participé des représentants du POLISARIO et des plus hauts dirigeants du pays, y compris S. M. le Roi Hassan II et le Ministre des affaires étrangères Dris Basri. En janvier 1996, le Secrétaire général a proposé au Conseil de sécurité un nouveau concept pour ce processus - "des pourparlers ouverts et directs" - que le Conseil a approuvé. Pour aboutir, ce processus devrait s'appuyer sur les principes suivants : les pourparlers doivent être "ouverts" et "directs"; ils doivent avoir lieu en présence de représentants des États Membres, en

particulier des membres du Conseil de sécurité, et les États Membres doivent les présider et y participer en qualité d'"observateurs actifs"; le nombre et la liste des membres et délégations doivent être agréés au préalable par les deux parties, et l'une ou l'autre partie ou les États Membres doivent avoir la possibilité de suspendre les travaux d'une réunion si la composition d'une délégation n'a pas été faite de bonne foi; chaque partie ou État Membre peut inviter des particuliers à assister aux réunions sans droit de participer aux discussions. Des "pétitionnaires individuels" peuvent être invités à la discrétion des États Membres pour prendre la parole aux réunions à titre personnel; un ordre du jour comprenant un nombre limité de points doit être établi avant les réunions; les parties doivent coopérer pour assurer une conduite ordonnée des réunions, agir dans un esprit de bonne volonté et éviter les actes de provocation; elles doivent faire preuve de retenue dans leurs déclarations aux médias; enfin, après chaque réunion, les États Membres communiqueront les résultats au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité

54. M. Chopra se retire.

55. M. ZAHID (Maroc) dit que la déclaration de l'orateur qui l'a précédé est partielle et souhaite à ce propos lui poser quelques questions. Il y a d'abord une question de définition : celle du Sahara comme dernière colonie en Afrique et celle du Maroc comme puissance coloniale. Cela est en contradiction avec la réalité historique, car chacun sait quel État a joué le rôle de puissance coloniale dans la région. À la suite des Accords de Madrid, le Maroc a réussi à récupérer une partie de son territoire. Ensuite, l'orateur doute que M. Chopra ait pris connaissance du rapport du Secrétaire général du 24 novembre 1995 sur la situation concernant le Sahara occidental (S/1995/986) d'où il ressort que le principal obstacle qui entrave la poursuite et l'achèvement du processus d'identification tient à ce que le POLISARIO refuse de participer à l'identification de certains groupes tribaux et de certaines personnes résidant hors du territoire et n'a, dans la plupart des cas, aucun chikh ou remplaçant à proposer. Jusqu'ici, le processus d'identification avait toujours eu lieu avec la participation d'un chikh ou d'un remplaçant pour chaque partie, et en présence de représentants des deux parties et d'un observateur de l'OUA. Il avait été freiné par le fait qu'une partie ou l'autre n'avait pas pu ou pas voulu envoyer un chikh ou un remplaçant à l'endroit et au moment voulus. En conséquence, le processus d'identification a été lent et irrégulier, et il est pratiquement interrompu depuis quelques semaines. Ainsi, la principale cause de l'impasse est l'absence de coopération de la part du Front POLISARIO, et l'orateur souhaiterait savoir pourquoi M. Chopra n'a pas fait référence dans son intervention à cette conclusion contenue dans le rapport du Secrétaire général.

56. L'orateur poursuit en disant que, bien que M. Chopra ait parlé du sort difficile du peuple du Sahara occidental, il n'a pas mentionné que le royaume du Maroc avait accepté de tenir le référendum, bien qu'il s'agisse d'une partie de son propre territoire. Un plan de règlement approprié a été préparé par le Secrétaire général, accepté par les deux parties et approuvé par le Conseil de sécurité. La seule exigence du Maroc est que tous les Sahraouis dont il a été dûment confirmé qu'ils appartenaient à ce peuple puissent participer au référendum. Cette exigence est confirmée dans le rapport susmentionné du

Secrétaire général. La cause de l'impasse est précisément le refus de participer au processus d'identification.

57. L'idée a également été exprimée que la situation au Sahara occidental rappelait la situation en Somalie pour ce qui est du retrait de l'Organisation des Nations Unies. Selon l'orateur, une telle comparaison n'est pas justifiée dans la mesure où, à la différence de la Somalie, la situation au Sahara occidental demeure calme, la population vit paisiblement, et seule est retirée la composante civile de la MINURSO, qui a participé au processus d'identification, du fait que le Front POLISARIO a pratiquement fait échouer le processus et que la composante civile n'est plus nécessaire.

58. M. Chopra a également accusé le Maroc de violer le cessez-le-feu. Or, dans son dernier rapport, le Secrétaire général a dit que le cessez-le-feu a été violé par l'autre partie. M. Chopra a fait référence à un rapport antérieur du Secrétaire général, ignorant entièrement le dernier.

59. Les critères à appliquer dans le processus d'identification sont exposés dans le rapport du Secrétaire général publié en juin 1993. Le Royaume du Maroc a été la première des parties à souscrire à ces critères ainsi qu'aux compromis proposés.

60. M. Chopra a beaucoup parlé d'un dialogue entre les parties, mais il n'a pas précisé quel pourrait en être l'objet. De l'avis de l'orateur, il est nécessaire de revenir au plan de règlement proposé par le Secrétaire général, accepté par les parties et approuvé par le Conseil de sécurité.

61. M. CHOPRA, exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'y a aucune information, dans l'intervention du représentant du Maroc, susceptible de lui faire modifier le contenu de la déclaration qu'il a faite précédemment.

62. Sur l'invitation du Président, M. Dryden prend place à la table des pétitionnaires.

63. M. DRYDEN dit que la situation au Sahara occidental illustre clairement pourquoi le Gouvernement américain apprécie si peu la qualité et le rythme des réformes de l'Organisation des Nations Unies. Le processus d'identification, qui devait s'effectuer en six mois, dure depuis plus de six ans et coûte chaque mois à l'Organisation des millions de dollars. Le seul véritable changement qui s'est produit au cours de cette période a été l'accroissement de la déception devant la situation d'impasse parmi le personnel de la MINURSO et les observateurs des pays intéressés, à l'exception du Royaume du Maroc.

64. Au cours des seize années d'hostilités qui ont abouti au cessez-le-feu de 1991, les forces armées marocaines n'ont pas été capables de vaincre leurs adversaires sahraouis mais ils ont réussi à obtenir certains avantages. Pendant que les efforts se poursuivent pour sortir de l'impasse politique, le Maroc utilise à son profit une réserve colossale de phosphates et de riches zones poissonneuses le long de la côte atlantique. Le temps travaille pour lui. Tout retard joue en sa faveur et au détriment des réfugiés sahraouis ainsi que de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

65. Pendant des années, les listes d'électeurs établies par les Marocains ont posé des problèmes : des faits de plus en plus nombreux montrent que les Marocains remplacent des électeurs par des personnes qu'ils autorisent à s'inscrire auprès de la Commission d'identification. Le déroulement juste et impartial de ce processus est entravé par le fait que l'entrée dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies et la sortie de ces locaux est constamment contrôlée par le côté marocain. Seuls peuvent aller s'inscrire les Sahraouis autorisés par les Marocains à le faire et, comme il a été signalé que les cartes d'électeur étaient ensuite envoyées aux autorités marocaines, rien ne garantit que les personnes inscrites auront l'autorisation de voter.

66. Il avait été décidé antérieurement que le Maroc et le Front POLISARIO établiraient leurs propres listes d'électeurs et les soumettraient à la Commission d'identification pour que celle-ci vérifie à l'occasion d'entretiens individuels le droit de chaque électeur. Avec cette formule qui ouvre la voie à divers abus, le référendum n'aura pas lieu avant de nombreuses années quelles que soient les circonstances. Un autre retard important a eu lieu lorsque le Maroc a été autorisé à soumettre à l'examen de nouveaux électeurs, représentant 200 % de la population du Sahara espagnol en 1974. Dans ce cas, il faudra examiner encore 250 000 personnes (d'après les estimations de la Commission d'identification).

67. Les retards sont dus aux causes les plus diverses. Une querelle au sujet d'un adjectif dans un graphique de la MINURSO a interrompu le processus d'identification pendant une semaine (ce qui a coûté 100 000 dollars des États-Unis par jour. La question a été réglée en fin de compte par un échange de lettres officielles, alors qu'un simple appel téléphonique aurait suffi. Il y a eu un retard d'environ dix semaines au cours de l'été 1994 lorsque les Marocains ont contesté la présence d'observateurs de l'Organisation de l'unité africaine, bien que la question ait été réglée l'année précédente.

68. D'autres manquements graves ont été signalés. Au quartier général des forces de la MINURSO, à Laayoune, il régnait pratiquement une atmosphère de forteresse assiégée. La mission n'a pas la possibilité de fonctionner indépendamment des Marocains. Pour autant que le sache l'orateur, c'est la seule mission de l'Organisation des Nations Unies où le drapeau de l'une des parties doit flotter à côté de celui de l'ONU. Les téléphones sont sur écoute, la correspondance est lue, les chambres du personnel de la MINURSO sont fouillées.

69. Malgré les tentatives constantes faites pour signaler les problèmes graves au Siège de l'ONU à New York, les plaintes sont généralement arrêtées à Laayoune par des fonctionnaires de l'Organisation. Quand elles finissent par arriver au Siège, elles sont écartées comme étant "non sérieuses". L'inspecteur général qui s'est rendu à Laayoune pour enquêter sur les allégations d'abus dans la structure de la mission de l'Organisation des Nations Unies n'a pu garantir de protection aux employés de l'ONU, de sorte que si l'un d'entre eux témoigne sur les insuffisances de la mission, sa carrière risque de se trouver menacée. Une faiblesse encore plus regrettable tient au fait que l'inspecteur général n'a pu formuler la moindre critique à l'égard de l'un des États Membres, ce qui l'a rendu impuissant à redresser le moindre abus. Comme on pouvait s'y attendre, son rapport s'est révélé inutile et le cas d'un inspecteur général incapable de

/...

procéder à des inspections illustre bien l'absence de véritable réforme au sein de l'Organisation des Nations Unies.

70. La manière dont les Marocains et le Front POLISARIO coopèrent (ou refusent de coopérer) avec la mission contraste de façon frappante. Malgré la déclaration non ambiguë de la mission sur la liberté de mouvement de son personnel, la partie marocaine ignore simplement cette exigence. Dans le cas du Front POLISARIO, cette liberté de mouvement n'a été limitée que pour attirer l'attention sur les atteintes qui lui sont portées par les Marocains.

71. Il y a en outre une opinion répandue selon laquelle, en cas de reprise des hostilités, les forces armées marocaines remporteraient évidemment la victoire en raison de leur supériorité numérique et technologique. En seize années de combat, ces éléments n'ont pas conduit à la victoire du Maroc et rien ne permet de penser qu'ils conduiraient à la victoire aujourd'hui. Cette façon de voir peut être confirmée par n'importe quel Américain ayant combattu au Viet Nam, n'importe quel Russe ayant combattu en Afghanistan et n'importe quel Français ayant combattu en Algérie. Pour ce qui est de la situation instable en Algérie, le retour à un conflit pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour l'ensemble de la région.

72. Le Roi Hassan II est un dirigeant sage et expérimenté, qui a énormément contribué à la paix entre Israël et le monde arabe. Il y a quelques jours, il a reçu Yasser Arafat, qui revenait de Washington, et les dirigeants israéliens lui font peut-être plus confiance qu'à n'importe quel autre leader du monde islamique. L'orateur a la conviction que si ce grand dirigeant apprenait que de graves abus ont lieu dans le processus qui se déroule au Sahara occidental, il prendrait des mesures concrètes pour y remédier.

73. M. Dryden se retire.

74. Sur l'invitation du Président, Mme May ("Renaissance Foundation") prend place à la table des pétitionnaires.

75. Mme MAY ("Renaissance Foundation") dit que les principaux problèmes qui sont à l'origine du conflit du Sahara occidental ont de multiples aspects. Bien que le Maroc et le Front POLISARIO aient accepté en 1988 le plan de règlement de l'Organisation des Nations Unies, qui prévoyait l'organisation et la tenue d'un référendum par la MINURSO, les fonctions et l'efficacité de cette dernière ont été fortement limitées. La communauté internationale n'a pas porté l'attention voulue à un conflit qui s'est accompagné des violations grossières des droits de l'homme par un pays qui a pratiquement tenu l'autre en otage pendant plus de vingt ans. On pensait que ce conflit pourrait être réglé par la voie de négociations et la présence d'observateurs neutres. Mais, lorsque l'accès des observateurs à l'objet de leur observation est limité et que les négociations continuent de favoriser les intérêts du pays interventionniste, il est nécessaire de réévaluer la manière dont fonctionne la MINURSO. Si le problème tient au fait que le Gouvernement marocain complique la tâche de la MINURSO à un degré tel que celle-ci perde son efficacité, alors il faut examiner la question d'une nouvelle répartition des pouvoirs. Si le problème tient au fait que des observateurs neutres et des représentants de la presse internationale sont tenus à l'écart par suite d'une décision unilatérale du Maroc, il faut prendre des

/...

mesures appropriées, et la communauté internationale doit insister sur le droit de suivre sans entrave le déroulement du référendum et le processus d'inscription de ceux qui y participeront. Ce processus comporte de nombreuses contradictions. Le Maroc nie qu'il y ait la moindre tactique d'intimidation pour déterminer qui a le droit de participer au référendum, bien qu'il y ait de nombreux témoignages du contraire. Les observateurs de l'Organisation des Nations Unies et des groupes étrangers de défense des droits de l'homme signalent que les habitants du Sahara ont des difficultés à obtenir des passeports marocains, que le gouvernement s'intéresse de plus près aux opinions politiques des Sahraouis qu'à celles des citoyens marocains, et que la police et les formations paramilitaires prennent des mesures particulièrement cruelles à l'égard de ceux qu'ils soupçonnent d'être partisans de l'indépendance et de soutenir le Front POLISARIO. Une autre contradiction encore tient au fait que le Gouvernement marocain prétend que le Sahara occidental a toujours fait partie du Maroc et que ce dernier a donc le droit d'envahir un territoire souverain. Le Gouvernement marocain fait tout ce qu'il peut pour modifier l'issue du référendum précisément parce qu'il sait quel en sera le résultat. Il sait que, ayant à choisir entre la liberté et l'oppression, les habitants du Sahara se prononceront pour la liberté. Ayant à choisir entre l'indépendance et la servitude, ils choisiront l'indépendance.

76. Avec la fin de la "guerre froide", les États-Unis d'Amérique ont commencé à moins se préoccuper des conflits du monde, dans la mesure où ils ont reconnu que nombre de ces conflits ne les touchaient pas directement et même, dans bien des cas, indirectement. Le Congrès des États-Unis s'est toutefois intéressé à la question de l'autodétermination du Sahara occidental et s'est inquiété de ce que le rôle de l'ONU ait été réduit au point qu'elle ne réussisse pas à trouver une solution finale au conflit. On s'interroge de plus en plus sur l'utilité du maintien de l'Organisation qui s'est montrée incapable, en vingt ans, de résoudre un problème qui aurait dû être résolu il y a de nombreuses années. Si l'ONU est impuissante, la question se pose de savoir si elle est nécessaire. Mme May invite à passer en revue toutes les directives internationales de l'ONU. Le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, le développement de relations amicales entre les États, la coopération internationale en vue de résoudre les problèmes humanitaires et la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont autant d'objectifs actuels aujourd'hui et qui garderont leur actualité au siècle prochain. Indépendamment des résultats du référendum, si jamais il y a lieu, il est indispensable de parvenir à une solution négociée du conflit qui tiendrait compte de l'avenir des populations du Sahara occidental et du Maroc. De telles négociations doivent se dérouler dans la transparence, sous l'égide de la communauté internationale, et tous les peuples touchés par le conflit doivent y être représentés. Quels que soient les résultats du référendum potentiel, les habitants du Sahara occidental et du Maroc vivront ensemble, dans le même pays ou dans deux pays voisins. Il est de la plus haute importance de s'entendre sur des solutions pacifiques avant même la tenue du référendum. Tous les habitants doivent avoir la liberté non seulement de s'inscrire, mais aussi de participer au référendum, faute de quoi la communauté internationale considérera que les résultats de ce référendum ne sont pas valables.

77. M. SNOUSSE (Maroc) dit que l'oratrice qui vient de parler n'a pas exposé de façon tout à fait exacte la situation concernant les passeports. Les employés

/...

de l'ONU qui ont demandé des visas les ont toujours obtenus. En outre, ils entrent souvent à Laayoune sans avoir de visa marocain. Quant à l'affirmation selon laquelle la démocratie serait bafouée, il fait observer que tous ceux qui ont eu des relations avec le Front POLISARIO et ont souhaité revenir au Maroc l'ont fait et ne sont frappés d'aucune sanction.

78. Mme MAY explique qu'elle parlait de passeports non pour les fonctionnaires de l'ONUDI, mais pour les habitants du Sahara occidental qui, faute de passeport, ne peuvent franchir les frontières du pays. Elle indique que ces faits sont bien connus de la communauté internationale et qu'ils sont signalés dans le rapport pertinent sur les droits de l'homme établi par le Département d'État des États-Unis.

79. M. SNOUSSI (Maroc) dit qu'il ne comprend pas très bien qui au juste a besoin de passeport - les personnes qui se trouvent dans les camps ou celles qui vivent librement à Laayoune. Dans les déclarations des pétitionnaires, il sera question concrètement des personnes se trouvant dans des camps.

80. Mme May se retire.

81. Sur l'invitation du Président, M. Ahmed (Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Front POLISARIO) prend place à la table des pétitionnaires.

82. M. AHMED (Front POLISARIO) dit que le processus de paix, qui a conduit l'organisation du référendum sur l'autodétermination en 1992, a abouti à une impasse à la fin de l'année précédente. Cette situation ne peut durer indéfiniment et il y a maintenant le choix entre deux voies, l'une conduisant à la paix, l'autre à la guerre. Dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a reconnu que les conditions nécessaires pour atteindre l'objectif du plan de règlement, à savoir la tenue d'un référendum libre et honnête, n'étaient actuellement pas réunies. Le référendum a été reporté, mais le Secrétaire général considère que l'ONU ne peut se soustraire à sa responsabilité et que la communauté internationale doit montrer à l'avenir qu'elle est prête non seulement à assurer le maintien de la paix dans la région, mais aussi à faire tout son possible pour que la population du Sahara occidental puisse déterminer son statut futur d'une manière garantissant une paix durable et la stabilité. Il apparaît clairement que les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour assurer la décolonisation finale du Sahara occidental n'aboutissent pas. Tous les peuples et États qui voudraient continuer de croire en l'ONU comme étant l'instance la plus efficace pour le règlement pacifique des conflits ne peuvent rester indifférents devant une telle situation bloquée.

83. Le référendum sur l'autodétermination devait avoir lieu en février 1992. En septembre 1991 est entré en vigueur l'accord de cessez-le feu qui a été le premier pas sur la voie de la réalisation d'un plan de paix. Le Gouvernement marocain a attendu le moment opportun et a entrepris de mettre en oeuvre une stratégie visant à reconsidérer les éléments clefs du plan de règlement à son propre avantage, en engageant une campagne de presse contre ce qu'il a qualifié de "complot international" contre l'intégrité territoriale du Maroc. La Commission d'identification a interrompu ses travaux car le Maroc voulait

/...

inscrire sur la liste des participants au référendum des milliers de citoyens marocains qu'il envisageait d'envoyer dans ce territoire. À partir de ce moment s'est engagé un processus de sape du plan de paix initial. Les nouveaux critères d'identification des participants au référendum, activement soutenus par la puissance occupante, ont été à l'origine d'un processus dirigé par le Maroc, qui ne pouvait que conduire à une falsification des résultats. En tout état de cause, le retour à la guerre aurait été inévitable. Le Front POLISARIO a envisagé sérieusement de refuser de participer à ce processus, qui n'avait plus rien de commun avec le plan de paix convenu. Cependant, dans l'intérêt de la paix et de la coopération avec le Secrétaire général et avec l'Organisation des Nations Unies et compte tenu des vues des autres États, la prise de la décision finale a été reportée. En juin 1993, le Secrétaire général de l'ONU a proposé un compromis sur la manière dont il fallait comprendre et appliquer les critères contestés d'identification des participants au référendum. Le processus d'identification a alors commencé.

84. Le Maroc a envoyé à la Commission d'identification 181 000 demandes, chiffre antérieur de 250 % de à celui du recensement de 1997. L'ONU est parvenue jusqu'ici à examiner environ 30 000 demandes. Les autres ne satisfont pas aux exigences minimales prévues par la décision de compromis du Secrétaire général. Pour ce qui est des 30 000 demandes examinées, il a été conclu que la Commission d'identification s'est heurtée à une fraude à grande échelle destinée à saper la confiance dans l'Organisation des Nations Unies et dans le référendum. Le Maroc a montré à maintes reprises qu'il n'avait nullement l'intention de collaborer avec l'OUA ou avec l'ONU dans les efforts qu'elles déploient pour rechercher une solution juste et définitive au conflit. Le report du référendum sur l'autodétermination compromet sérieusement les perspectives de recherche d'une solution pacifique à laquelle l'ONU travaille depuis trente ans. Le Front POLISARIO a coopéré de bonne foi avec l'ONU et avec l'OUA et il est prêt à continuer d'apporter sa contribution pour qu'au spectre de la guerre succède l'espoir de l'instauration d'une paix juste et durable. Un cessez-le feu sans la perspective d'instauration d'un plan de paix sur la base de la transparence et de la confiance n'est acceptable ni pour la population du Sahara, ni pour l'Organisation des Nations Unies. Ni le Front POLISARIO, ni le Maroc ne souhaitent un retour à la guerre. Le Front POLISARIO considère que le seul moyen de sortir de cette dangereuse impasse est un processus de pourparlers directs, sérieux et responsables entre les deux parties. Fort de cette conviction, le Front POLISARIO souhaiterait poursuivre et intensifier le dialogue direct avec le Gouvernement marocain. Il lance un appel au Maroc pour qu'il consente à la reprise du dialogue afin de trouver un moyen de sortir de l'impasse et de progresser sur la voie de l'application juste et globale du plan de paix .

85. M. Ahmed se retire.

86. Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Commission sur le document A/C.4/51/2, contenant une lettre du Président de la Cinquième Commission qui lui est adressée au sujet des amendements proposés au plan à moyen terme pour la période 1988-2001. Le Président propose aux États Membres de soumettre des propositions écrites sur les programmes 2, 3 et 23 avant le 14 octobre 1996 au plus tard.

87. M. ALABRUNE (France), exerçant son droit de réponse, proteste contre les déclarations faites lors de la séance par le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La France a déjà indiqué à plusieurs reprises que la population de ses territoires sous tutelle, y compris la Polynésie française, a exprimé sans la moindre équivoque possible qu'elle souhaitait maintenir ses relations avec la France. Dans ce contexte, la déclaration de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est déplacée.

88. M. KATTI (Algérie) rappelle la nécessité d'observer la procédure établie et de répartir les demandes d'audition, y compris sur la question du Sahara occidental, suffisamment à l'avance.

La séance est levée à 13 h 20.